

Les villes mal gérées? Oui, on a le droit de dire ça!

Chicane Québec-municipalités: c'est le même contribuable qui paye à la fin

Samedi, 9 septembre 2023 00:00

MISE À JOUR Samedi, 9 septembre 2023 00:00

La ministre des Affaires municipales, Andrée Laforest, vient peut-être de semer la graine qui lui coûtera son poste au prochain remaniement. Elle a dit aux maires de mieux se gérer avant de demander davantage d'argent à Québec. Les élus municipaux sont d'habiles politiciens avec la mémoire longue...

Ils ont réagi vivement, dans une journée consacrée à blâmer le gouvernement du Québec pour plusieurs malheurs qui surviennent sur leur territoire.

Laisser entendre que les villes sont mal gérées lorsqu'on est ministre des Affaires municipales, c'est une grosse déclaration. Est-ce politiquement habile de dire cela? On pourrait en discuter longtemps. Est-ce faux? Oh! Pas nécessairement.

Problèmes de gestion

Il ne s'agit pas de pointer du doigt les élus municipaux qui sont en place présentement. Plusieurs sont nouveaux et ne peuvent certainement pas porter l'odieux de décennies de laisser-aller. Mais il y a quelques observations à faire sur la gestion des villes au Québec

Les salaires des employés municipaux sont nettement supérieurs à ceux des autres niveaux de gouvernement. Je rappelle les données du *Rapport sur la rémunération des salariés* publié par l'Institut de la statistique du Québec l'automne dernier.

Les employés municipaux gagnent en moyenne 25,7% de plus que leurs équivalents à l'emploi du gouvernement du Québec. Si on inclut dans l'équation les avantages sociaux, l'écart grimpe alors (tenez-vous bien) à 34,6 %!

Les municipalités qui demandent plus d'argent à François Legault se disent prises dans un carcan financier. Elles oublient de mentionner qu'elles paient leurs employés presque 35% plus que le gouvernement québécois.

Les villes ont aussi créé les sociétés de transport en commun et les régies intermunicipales, par exemple pour la gestion des déchets. Ces organismes n'ont pas trop bonne réputation en matière de gestion rigoureuse. Les élus s'y versent des primes, les contrats y sont moins surveillés, les salaires y sont fort généreux.

Quelles priorités?

En matière de gestion douteuse, il faut inclure les priorités budgétaires des villes. Montréal par exemple crie à l'aide pour l'habitation et l'itinérance. Mais lorsque la mairesse annonce des dizaines de millions d'investissement, l'argent va dans les pistes cyclables.

Les villes réclament aussi de l'argent de Québec en s'appuyant sur le fait que leurs revenus n'ont pas connu de hausse avec l'inflation. Un instant! La hausse des valeurs des propriétés a atteint des taux qui dépassent encore l'inflation. Les taxes foncières, la taxe de bienvenue, tout est désormais calculé sur des valeurs de propriétés énormes.

Cela dit, les villes n'ont pas tort de réclamer un nouveau pacte fiscal collé sur les priorités d'aujourd'hui. Et le gouvernement québécois a le devoir de les écouter et de chercher des solutions.

Mais pendant que Québec et les villes négocient sur la place publique, un fait doit être retenu. Il n'y a qu'un seul et même contribuable pour payer. Payer à Québec ou payer à sa ville, il veut d'abord en avoir pour son argent!

D'importants départs à la retraite d'ici 10 ans

Défis démographiques à prévoir pour les employeurs

Le Journal de Québec · 9 sept. 2023 · 48 · DIANE TREMBLAY

Le Québec n'a encore rien vu au niveau des défis démographiques qui l'attendent. Chez Beneva, par exemple, le plus important employeur privé de la région de Québec, on estime que 50 % de la main-d'oeuvre sera admissible à la retraite d'ici dix ans.



« Vous voyez quand même que cela amène son lot de défis », a affirmé Jean-françois Chalifoux, président et chef de la direction en entrevue avec Le Journal.

« C'est là qu'on voit l'importance de simplifier nos processus et de recourir à l'intelligence artificielle pour aider les employés à réaliser leurs tâches quotidiennes. Nous sommes en retard dans l'industrie de l'assurance sur les services en ligne », a fait part M. Chalifoux. Certaines situations requerront toujours de parler à quelqu'un. Après un sinistre, les gens ont besoin de se faire rassurer et c'est normal, dit-il.

« Il faut dégager de l'espace pour que nos employés puissent bien accompagner nos membres. »

NOMBREUX ENJEUX

La mutuelle, qui est née de la fusion entre La Capitale et SSQ Assurance, compte 5000 employés. Présentement, 300 postes sont à pourvoir et l'an dernier, malgré le contexte de rareté de main-d'oeuvre, 500 personnes ont joint les rangs de Beneva.

La semaine prochaine, la mutuelle tiendra un exercice sans précédent en

« ON FAIT FACE ACTUELLEMENT À ÉNORMÉMENT

D'INCERTITUDE ET D'INCONNU » – Jean-françois Chalifoux, président et chef de la direction chez Beneva

conviant 700 employés à une consultation sur les défis pour faire face à l'avenir. Cette rencontre est le point culminant d'une série de consultations entreprise il y a plusieurs mois auprès de chaque employé.

Ce long processus a mené à 90 actions prioritaires dont les principales seront présentées à l'occasion de cette grande rencontre.

« Les enjeux sont nombreux, mais ils se regroupent sous un thème principal : on fait face actuellement à énormément d'incertitude et d'inconnu. »

« On fait face à des pressions démographiques qui affectent nos activités commerciales. Il y a actuellement une pénurie de main-d'oeuvre qui sévit », poursuit M. Chalifoux.

DIFFICILE DE S'ADAPTER

Bien que les compagnies d'assurance cherchent à s'adapter, M. Chalifoux convient qu'elles n'ont jamais fait face à autant de changements. « L'avenir n'a jamais été aussi peu prévisible autant à court, moyen ou long terme. »

Par ailleurs, M. Chalifoux a affirmé que Beneva maintenait sa position de réduire ses investissements publicitaires sur Meta.

L'entreprise a joint le mouvement lancé à l'été pour dénoncer le comportement de Meta face à la loi 18. « C'est un petit geste, mais c'est très significatif. Ça lance un message à nos partenaires. On s'attend à ce qu'ils s'impliquent d'une façon ou d'une autre dans la collectivité, ce qui visiblement, avec Meta, ne semble pas le cas actuellement. »